



Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Distr. générale
9 décembre 2015
Français
Original : anglais

Comité des droits de l'homme

Communication n° 2304/2013

Constatations adoptées par le Groupe de travail à sa 115^e session (19 octobre-6 novembre 2015)

<i>Communication présentée par :</i>	Mukhtar Dzhakishev (représenté par un conseil de Grosvenor Law)
<i>Au nom de :</i>	L'auteur
<i>État partie :</i>	Kazakhstan
<i>Date de la communication :</i>	9 juillet 2013 (date de la lettre initiale)
<i>Références :</i>	Décision prise par le Rapporteur spécial en application de l'article 97 du règlement intérieur, communiquée à l'État partie le 12 novembre 2013 (non publiée sous forme de document)
<i>Date des constatations :</i>	6 novembre 2015
<i>Objet :</i>	Détention illégale de l'auteur ; conditions de détention, puis procès inéquitable
<i>Question(s) de procédure :</i>	Recevabilité (épuisement des recours internes)
<i>Question(s) de fond :</i>	Torture ; détention avant jugement ; conditions de détention ; privation de liberté ; procès équitable
<i>Article(s) du Pacte :</i>	6 (par. 1), 7, 9 (par. 1 à 5), 10 (par. 1) et 14 (par. 1, 2 et 3 a), b), d) et e))
<i>Article(s) du Protocole facultatif :</i>	1 et 5 (par. 2 b))



Annexe

Constataions du Comité des droits de l'homme au titre du paragraphe 4 de l'article 5 du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (115^e session)

concernant la

Communication n° 2304/2013*

Présentée par : Mukhtar Dzhakishev (représenté par un conseil de Grosvenor Law)

Au nom de : L'auteur

État partie : Kazakhstan

Date de la communication : 9 juillet 2013 (date de la lettre initiale)

Le Comité des droits de l'homme, institué en vertu de l'article 28 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques,

Réuni le 6 novembre 2015,

Ayant achevé l'examen de la communication n° 2304/2013, présentée par Mukhtar Dzhakishev en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques,

Ayant tenu compte de toutes les informations écrites qui lui ont été communiquées par l'auteur de la communication et l'État partie,

Adopte ce qui suit :

Constataions au titre du paragraphe 4 de l'article 5 du Protocole facultatif

1.1 L'auteur de la communication est Mukhtar Dzhakishev, de nationalité kazakhe, né le 28 juin 1963. Il purge actuellement une peine de quatorze ans d'emprisonnement au Kazakhstan après avoir été condamné pour détournement de fonds, corruption et fraude. L'auteur affirme être victime de violations par le Kazakhstan des articles 6 (par. 1), 7, 9 (par. 1 à 5), 10 (par. 1) et 14 (par. 1, 2 et 3 a), b), d) et e)) du Pacte. Le Protocole facultatif est entré en vigueur pour le Kazakhstan le 30 septembre 2009. L'auteur est représenté par un conseil de Grosvenor Law.

* Les membres du Comité dont le nom suit ont participé à l'examen de la communication : Yadh Ben Achour, Lazhari Bouzid, Sarah Cleveland, Ahmed Amin Fathalla, Olivier de Frouville, Yuji Iwasawa, Ivana Jelić, Duncan Laki Muhumuza, Photini Pazartzis, Mauro Politi, Sir Nigel Rodley, Víctor Manuel Rodríguez-Rescia, Fabián Omar Salvioli, Anja Seibert-Fohr, Yuval Shany, Konstantine Vardzelashvili et Margo Waterval.

1.2 Le 26 mars 2014, le Comité, par l'intermédiaire de son Rapporteur spécial pour les nouvelles communications et les mesures provisoires, a, en application de l'article 92 de son règlement intérieur, demandé à l'État partie de prendre toutes les mesures voulues pour protéger la santé de M. Dzhakishev en lui dispensant les soins médicaux dont il avait besoin ou en lui permettant d'avoir accès au traitement médical de son choix, afin d'empêcher qu'un préjudice irréparable ne lui soit causé.

Rappel des faits présentés par l'auteur

2.1 En 1998, l'auteur a été nommé Président de la société atomique nationale du Kazakhstan « KazAtomProm » (Kazatomprom), une entreprise publique de production d'uranium. En 2001, il a également été nommé Vice-Ministre des ressources énergétiques et minières du Kazakhstan. En tant que Président de Kazatomprom, il a géré plusieurs opérations financières et commerciales à travers le monde.

2.2 Le 21 mai 2009, l'auteur a été interpellé dans les locaux de Kazatomprom par des agents du Comité de la sécurité nationale, et conduit au centre de détention avant jugement de cette institution à Astana. Il y a été placé en détention au titre de l'article 132 du Code de procédure pénale du Kazakhstan. L'auteur a été informé qu'il était maintenu en détention parce qu'il était soupçonné d'avoir commis une infraction pénale et que le Comité de la sécurité nationale voulait l'interroger.

2.3 L'auteur a demandé à pouvoir engager un avocat privé. On lui a répondu qu'il ne pouvait pas choisir son avocat puisqu'un avocat commis d'office, S. P., lui avait déjà été attribué. Au cours des premiers jours de sa détention, l'auteur a été interrogé à plusieurs reprises. L'avocat commis d'office était toujours présent mais il était passif et ne posait aucune question. De même, S. P. n'a pas contesté le placement en détention de l'auteur, n'a pas essayé d'entrer en contact avec sa famille, et n'a pas assisté aux audiences concernant l'affaire de l'auteur¹.

2.4 Le 23 mai 2009, la détention avant jugement de l'auteur a été prolongée de deux mois par le tribunal militaire de garnison de la région d'Akmola. Étant donné la passivité de l'avocat commis d'office, l'auteur a fait appel de cette décision auprès du Tribunal militaire du Kazakhstan, arguant que son arrestation était illégale parce que le tribunal militaire d'Akmola n'était pas compétent en la matière². Le 29 mai 2009, le Tribunal militaire du Kazakhstan a examiné le pourvoi de l'auteur en l'absence de celui-ci. Il a confirmé la mesure de détention décidée à son égard.

2.5 Le 26 mai 2009, l'épouse de l'auteur, J., et un avocat privé engagé par la famille, D. K., ont déposé une requête auprès du Comité de la sécurité nationale en demandant que D. K. soit officiellement saisi du dossier. Leur requête a été rejetée le jour même au motif que l'enquête touchait à des informations classifiées et que D. K. n'ayant pas d'habilitation de sécurité, il ne pouvait donc pas accéder à des « secrets d'État ». Le 27 mai 2009, il a été fait appel de cette décision auprès du Bureau du Procureur général de la ville d'Astana. Le pourvoi a été renvoyé au Bureau du Procureur général du Kazakhstan.

2.6 Le 3 juin 2009, le Bureau du Procureur général a rejeté le recours formé le 27 mai 2009 par l'épouse de l'auteur. Le 16 juin 2009, l'auteur a fait appel de la décision du Procureur général en date du 3 juin 2009 auprès du tribunal de district n° 2 de la ville d'Astana. Le 2 juillet 2009, le tribunal de district a rejeté son appel, invoquant le caractère « classifié » de l'affaire. Le même jour, l'auteur a fait appel de cette décision auprès du tribunal de la ville d'Astana. Le 10 juillet 2009, celui-ci a également rejeté cet appel.

¹ On ne sait pas très bien de quelles audiences il s'agit.

² L'auteur affirme que, conformément à l'article 293 du Code de procédure pénale, la compétence des tribunaux militaires se limite aux infractions militaires, aux infractions commises par des militaires et aux infractions commises par des individus dans l'exercice de leurs fonctions officielles, ainsi qu'aux affaires d'espionnage.

2.7 À un certain moment, un second avocat privé, B., a été engagé pour représenter l'auteur. La requête déposée par cet avocat auprès du Comité de la sécurité nationale en vue d'être admis comme avocat de la défense a elle aussi été rejetée, le 28 mai 2009, au motif que l'affaire en cause était classée « top secret » et exigeait l'obtention par l'avocat d'une habilitation de sécurité en bonne et due forme. Ce n'est que plus tard que les avocats engagés par l'auteur, dont B., ont été autorisés à participer à certaines parties de la procédure³.

2.8 Le 11 juillet 2009, le tribunal militaire d'Akmola a prolongé la détention de l'auteur jusqu'au 21 août 2009. Au cours de cette période, les avocats privés de l'auteur, D. K. et B., ont été harcelés par les autorités kazakhes. Le Comité de la sécurité nationale a déposé des réclamations auprès de leurs barreaux respectifs, demandant que leur certificat de capacité en droit leur soit retiré. Ces réclamations ont été rejetées par les deux barreaux.

2.9 Le 11 août 2009, l'auteur a été inculpé de fraude concernant les gisements d'uranium du Kazakhstan, de détournement de fonds de Kazatomprom et de corruption passive⁴. L'auteur affirme qu'il n'a pas eu accès aux pièces du dossier⁵ et n'a pas pu rencontrer son avocat, B., en privé, malgré les demandes de ce dernier à cet effet. Par ailleurs, B. avait préparé la position de l'auteur concernant les accusations afin qu'elle soit portée au dossier pénal, mais sa demande a été rejetée. En outre, les avocats de l'auteur n'ont pas eu l'autorisation d'apporter des documents se rapportant à l'affaire au centre de détention avant jugement.

2.10 Le 14 août 2009, l'auteur a été informé par le Comité de la sécurité nationale que l'enquête préliminaire était terminée. Contrairement aux dispositions du Code de procédure pénale du Kazakhstan, on ne lui a pas laissé le temps de préparer sa défense avec ses avocats. Le 3 septembre 2009, le Comité de la sécurité nationale a rendu une décision donnant à l'auteur et à son conseil un délai pour étudier les pièces du dossier, jusqu'au 16 septembre seulement. Le Code de procédure pénale ne fixe pas de tels délais. L'auteur et ses avocats privés n'ont pu faire aucune copie des documents versés au dossier, malgré leurs demandes⁶. Les enquêteurs ont rejeté ces demandes au motif que les documents étaient « classifiés »⁷.

2.11 L'auteur a été mis au secret pendant quinze jours, du 25 août au 10 septembre 2009 : le Comité de la sécurité nationale lui refusait l'accès à son avocat, B., et il n'était pas autorisé à voir son épouse. Il s'en est plaint auprès du Comité de la sécurité nationale et du Bureau du Procureur général, mais ses plaintes ont été ignorées. Le 10 septembre 2009, il a finalement été autorisé à s'entretenir brièvement avec B., mais pas en privé, contrairement aux dispositions de l'article 69 du Code de procédure pénale du Kazakhstan. Les 11, 14 et 16 septembre 2009, la requête de B. qui demandait à voir son client a été rejetée par le Comité de la sécurité nationale⁸.

³ L'auteur indique que B. n'a obtenu l'habilitation que le 24 septembre 2009, soit environ quatre mois après son arrestation.

⁴ Les infractions imputées sont visées respectivement par l'article 177 (par. 3 a) et b)), l'article 176 (par. 3 a) et b)) et l'article 311 (par. 5) du Code pénal du Kazakhstan.

⁵ Selon l'auteur, ce n'est qu'au tribunal qu'il a appris que le dossier pénal le concernant se composait de 96 volumes, comptant chacun quelque 250 pages.

⁶ L'auteur affirme en outre que le Comité de la sécurité nationale a entravé les activités de son conseil de plusieurs manières, par exemple en ne respectant pas la relation privilégiée avocat-client et en interdisant aux avocats d'utiliser certains documents.

⁷ L'auteur affirme que ces mesures constituent une violation de l'article 275 du Code de procédure pénale du Kazakhstan.

⁸ L'auteur affirme qu'il a dénoncé ces violations auprès du tribunal de district de la ville d'Astana, mais que ses plaintes ont été soit ignorées soit rejetées.

2.12 Le 21 septembre 2009, le Comité de la sécurité nationale a informé l'auteur qu'un nouvel avocat commis d'office allait assurer sa défense. L'auteur affirme qu'il n'a jamais demandé un tel avocat et que, le 29 septembre 2009, il s'est plaint de ce fait auprès du Bureau du Procureur général. Le 2 octobre 2009, ledit Bureau a enjoint au Comité de la sécurité nationale de s'en tenir strictement aux dispositions du Code de procédure pénale et de communiquer à l'auteur et à son avocat tous les éléments du dossier pénal.

2.13 Le 17 octobre 2009, le Comité de la sécurité nationale a informé l'auteur que l'enquête préliminaire allait être rouverte sur instruction du Bureau du Procureur général en date du 13 octobre 2009⁹. Le même jour, le tribunal de district n° 2 d'Astana a prolongé la détention de l'auteur de quatre mois¹⁰. Le tribunal n'a pas considéré la requête de l'auteur qui demandait à être remis en liberté dans l'attente de son jugement au motif que son placement initial en détention était illégal et que son état de santé se détériorait¹¹.

2.14 Le 2 décembre 2009, l'auteur a demandé au Bureau du Procureur d'Astana à pouvoir consulter son dossier. Le 4 décembre 2009, sa demande a été rejetée. Le même jour, le Comité de la sécurité nationale a transmis le dossier concernant les accusations de détournement de fonds et de corruption au Bureau du Procureur pour mise en examen alors que ni l'auteur, ni B. n'avaient encore eu la possibilité d'examiner les éléments du dossier. Le 7 décembre 2009, le Procureur a renvoyé l'affaire au tribunal de district de Saryarka. Les 24 et 28 décembre 2009, l'auteur a demandé à ce tribunal l'autorisation d'étudier le dossier avant la tenue de l'audience concernant les accusations de détournement de fonds et de corruption. Le tribunal a rejeté cette demande.

2.15 Le 18 janvier 2010, l'auteur a engagé deux nouveaux avocats privés pour remplacer B, qui était absent pour raisons de santé¹². Le Président du tribunal a rejeté sa demande et, le 19 janvier 2010, un avocat commis d'office a été saisi du dossier contre le gré de l'auteur. Au cours du procès, l'auteur a découvert que cet avocat avait auparavant assuré la défense d'un des témoins à charge, ce qui constituait un conflit d'intérêts direct. L'auteur affirme que ce simple fait aurait dû empêcher cet avocat de le représenter. L'avocat commis était « passif » et n'a soumis aucune requête au tribunal ni entrepris la moindre action dans l'intérêt de son client.

2.16 L'auteur n'a pas pu consulter ses avocats privés au cours de cette période. De surcroît, il indique qu'il a été mis au secret entre le 6 et le 27 janvier 2010 puisqu'il n'avait pas accès à ses avocats et que le Comité de la sécurité nationale avait rejeté la requête de sa femme qui avait demandé à le voir.

2.17 Contrairement aux dispositions du Code de procédure pénale, le procès de l'auteur ne s'est pas déroulé intégralement en public. Les 28 et 29 janvier 2010, le tribunal a tenu des audiences en son absence et, là encore, à huis clos¹³, alors même que l'auteur, en mauvaise santé, souffrant d'une crise d'hypertension et ayant perdu connaissance pendant l'audience, avait demandé, par l'intermédiaire de ses avocats, le report des débats.

⁹ L'auteur déclare qu'à un certain moment, les accusations portées contre lui ont été scindées en deux affaires pénales : la première affaire portait uniquement sur le détournement de fonds et la corruption, la seconde sur les seules accusations de fraude. Les raisons de cette division ne sont pas très claires.

¹⁰ L'auteur affirme qu'il n'était pas présent à cette audience.

¹¹ L'auteur affirme qu'il souffre depuis longtemps de graves problèmes de santé. Son état de santé s'est encore détérioré du fait de la dureté de ses conditions de détention. Il a fait plusieurs crises d'hypertension et éprouvé de vives douleurs cardiaques et d'autres symptômes graves. Or la demande d'hospitalisation qu'il a soumise au Procureur général a été tout simplement ignorée.

¹² L'auteur affirme qu'en raison de problèmes de santé, son avocat, B., a été absent du 30 septembre 2009 au 27 janvier 2010. Sauf durant cette période, l'auteur était représenté par ses avocats privés pendant son procès.

¹³ La lettre de l'auteur ne permet pas de comprendre si l'un ou l'autre de ses avocats ont assisté à ces audiences.

2.18 Lors du procès, les témoins de la défense n'ont pas été autorisés à témoigner sur les circonstances de l'affaire, sauf en ce qui concerne le caractère de l'auteur. Les avocats de la défense n'ont en outre pas eu la possibilité de contre-interroger les témoins. Sans fournir la moindre explication, le Président du tribunal n'a pas autorisé l'un des principaux témoins de la défense, D. B., à déposer.

2.19 L'auteur affirme qu'à l'issue d'un procès inéquitable, il a été reconnu coupable, le 12 mars 2010, de détournement de fonds et de corruption, et condamné à une peine de quatorze ans d'emprisonnement dans une prison de sécurité maximale¹⁴. Ni le verdict, ni la peine n'ont été annoncés en public. Le 26 mars 2010, l'auteur a fait appel de ce jugement auprès du tribunal municipal d'Astana. L'auteur invoquait de nombreuses violations de ses droits en matière de procès équitable et demandait son acquittement et l'annulation du verdict.

2.20 Le 14 juillet 2010, le tribunal municipal d'Astana a rejeté cet appel. L'auteur avait demandé au tribunal l'autorisation d'assister à l'audience d'appel, mais celle-ci s'est déroulée en son absence. Le 23 juin 2011, l'auteur a formé un pourvoi en révision auprès de la Cour suprême du Kazakhstan. Le 25 juillet 2011, la Cour suprême a rejeté ce pourvoi. L'auteur affirme que les autorités ont refusé de lui communiquer des copies du verdict et des jugements, toujours sous le prétexte que ces documents étaient « classifiés ».

2.21 Le 21 décembre 2011, le procès portant sur les accusations de fraude s'est ouvert¹⁵. L'auteur soutient que, tout comme le précédent, ce procès a eu lieu à huis clos et était « classifié ». L'auteur a déclaré à différentes occasions qu'il n'avait pas confiance dans le tribunal, car ce dernier continuait de refuser de conduire le procès suivant le principe de la publicité des débats judiciaires. Le tribunal a par la suite demandé à l'auteur de faire sortir son avocat privé du prétoire et interdit à l'équipe qu'il avait choisie pour assurer sa défense de prendre quelque autre part que ce soit dans le procès.

2.22 Le tribunal a nommé, contre le gré de l'auteur, un nouvel avocat, qui non seulement a agi contre ses intérêts mais a aussi activement contribué à seconder l'accusation. Le 21 juin 2012, l'auteur a été reconnu coupable de fraude. Il a été condamné à une peine de dix ans d'emprisonnement dans une prison de haute sécurité, confondue avec la précédente peine de quatorze ans. L'auteur a fait appel du verdict prononcé et de la peine infligée pour les accusations de fraude. Le premier appel n'a pas abouti, mais une seconde procédure d'appel était pendante devant les tribunaux kazakhs à la date de la lettre initiale.

2.23 En ce qui concerne ses conditions de détention, l'auteur affirme que les cellules du centre où il était détenu étaient exiguës¹⁶, que les toilettes n'étaient pas isolées et qu'il n'était autorisé à se promener que deux fois par jour, soixante-quinze minutes à chaque fois, dans un espace fermé très restreint.

2.24 L'auteur affirme que pendant qu'il se trouvait dans le centre de détention avant jugement, c'est-à-dire de son arrestation, le 21 mai 2009, au 11 décembre 2012, il n'a pas eu accès à des services médicaux. À ce moment, il souffrait d'hypertension, d'une hypertrophie du ventricule gauche, de microhémorragies cérébrales et d'une perturbation du flux sanguin cérébral. Le médecin du Comité de la sécurité nationale ne se rendait dans le centre que de temps à autre, et, selon l'auteur, n'était pas qualifié pour traiter ces affections.

¹⁴ L'auteur ne donne pas d'autres précisions concernant ce jugement.

¹⁵ L'auteur énumère les violations qui se sont produites au cours de son second procès, qui sont similaires à celles qui auraient eu lieu au cours du premier procès, mais ses griefs se fondent uniquement sur son premier procès et sur la détention qui l'a précédé.

¹⁶ L'auteur affirme que la première cellule dans laquelle il a été placé, et qu'il partageait avec un autre détenu, avait une superficie de 6 mètres carrés. La seconde accueillait cinq autres détenus et faisait 15 mètres carrés.

2.25 À plusieurs reprises, notamment les 7 et 16 octobre 2009 et le 14 novembre 2009, l'auteur s'est adressé à différentes autorités pour demander à être hospitalisé en raison de son état de santé. Il se plaint que ces demandes aient été examinées tardivement ou tout simplement ignorées. Il affirme que la détérioration de son état de santé est « liée à ses conditions de détention »¹⁷.

Teneur de la plainte

3.1 L'auteur affirme qu'il a été arrêté arbitrairement, qu'on ne l'a pas autorisé à prendre contact avec sa famille et un avocat de son choix, ni lors de son arrestation, ni pendant sa détention, qu'on ne lui a pas donné suffisamment d'informations, au moment de son arrestation, sur les raisons de celle-ci, qu'il n'a pas reçu notification dans le plus court délai des accusations portées contre lui et qu'il n'a pas été traduit dans le plus court délai devant un juge ou une autre autorité habilitée par la loi à exercer des fonctions judiciaires. Il affirme en outre que l'affaire le concernant n'a été renvoyée au tribunal militaire de la région d'Akmola que deux jours après son arrestation et que selon la législation du Kazakhstan, ce tribunal n'était pas compétent pour juger cette affaire. Il ajoute que ses allégations concernant la légalité de son arrestation et de sa détention n'ont pas été examinées par le tribunal militaire, qu'il n'a pas eu accès au représentant légal de son choix, et que ses avocats privés ont été harcelés par les autorités. L'auteur soutient que tous ces éléments constituent une violation des paragraphes 1 à 5 de l'article 9 du Pacte.

3.2 En ce qui concerne ses griefs au titre des alinéas a) et b) du paragraphe 3 de l'article 14 du Pacte, l'auteur déclare qu'il n'a été informé de la nature des accusations portées contre lui que deux mois et demi après son arrestation, qu'il n'a pas disposé du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense, qu'il n'a pas été autorisé à bénéficier de l'assistance de l'avocat de son choix à certains stades de la procédure, et que son avocat privé n'a disposé que d'un mois pour prendre connaissance du volumineux dossier le concernant et n'a pas obtenu de copies des pièces du dossier parce que celles-ci étaient « classifiées ».

3.3 Quant à ses allégations au titre du paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte, l'auteur affirme qu'il n'a pas été jugé par un jury comme le prévoit la législation, et que les audiences n'ont pas été tenues en public. De surcroît, les jugements rendus à son égard n'ont pas été annoncés en public ni rendus publics.

3.4 L'auteur affirme qu'il n'y a pas eu égalité des armes, puisqu'au procès des affaires de détournement de fonds et de corruption, le juge n'a pas traité les témoins dans des conditions d'égalité, que par deux fois, les audiences en première instance se sont déroulées en l'absence de l'auteur, et que son droit à la présomption d'innocence n'a pas été respecté, en violation des paragraphes 2 et 3 d) et e) de l'article 14.

3.5 L'auteur affirme en outre que l'État partie a violé ses droits consacrés par les articles 6, 7 et 10 du Pacte puisqu'il ne s'est pas acquitté de la responsabilité qui lui incombait de surveiller et traiter correctement les différents problèmes de santé de l'auteur pendant la détention de ce dernier. De plus, l'auteur fait valoir que ses droits au titre de l'article 7 ont été violés puisqu'on lui a refusé un traitement et des soins médicaux adaptés lorsqu'il était en détention, qu'il était détenu dans une cellule exiguë, sans équipements sanitaires adéquats, et qu'il ne pouvait participer aux activités que de manière limitée.

3.6 L'auteur soutient que ses droits au titre de l'article 10 ont également été violés du fait que l'État partie ne lui a pas garanti un accès à des soins de santé et que l'auteur a été mis au secret sans pouvoir prendre contact avec ses avocats et sa famille. De surcroît,

¹⁷ L'auteur affirme qu'il « continue de souffrir » dans la prison où il se trouve, même si « les conditions de vie y sont meilleures » que dans le centre de détention.

contrairement à l'article 10, l'auteur n'a pas été autorisé à correspondre et à communiquer régulièrement avec sa femme et ses enfants.

3.7 Enfin, l'auteur fait valoir que, bien que le Protocole facultatif soit entré en vigueur pour l'État partie le 30 septembre 2009, les violations à son égard persistent et que le principe *ratione temporis* ne devrait donc pas empêcher le Comité d'examiner quelque partie que ce soit de sa communication¹⁸.

Observations de l'État partie sur la recevabilité et le fond

4.1 Dans sa note verbale du 22 janvier 2014, l'État partie a fait part de ses observations sur la recevabilité de la communication. L'État partie affirme que l'auteur n'a pas contesté ses condamnations définitives auprès de la Cour suprême, comme il aurait pu le faire au titre de la procédure de contrôle. Selon l'article 461 du Code de procédure pénale, il n'y a pas de délai pour déposer de tels recours.

4.2 En date des 23 mai et 23 juillet 2014¹⁹, l'État partie affirme en outre que l'auteur a reçu l'assistance d'un avocat « qualifié », S. P., qui avait l'habilitation de sécurité nécessaire pour accéder aux « documents secrets » figurant au dossier. Le 26 mai 2009, l'auteur a demandé à être représenté durant la procédure pénale par sa femme et un avocat privé qu'il avait engagé. Cette demande a été rejetée car l'épouse et l'avocat privé de l'auteur n'avaient pas d'habilitation de sécurité. L'avocat commis d'office, S. P., a été choisi par l'auteur.

4.3 S'agissant des allégations de l'auteur qui se plaint de n'avoir pas, ou pas suffisamment, pu accéder à son avocat ou aux pièces du dossier, l'État partie affirme que, comme suite aux plaintes de l'auteur, le Bureau du Procureur général a mené une enquête²⁰ et n'a pas constaté d'infraction à la législation et aux instructions applicables.

4.4 L'État partie indique toutefois que, le 13 octobre 2009, après avoir examiné les plaintes de l'auteur, le Bureau du Procureur général a demandé que l'affaire soit renvoyée aux enquêteurs pour « reformulation de l'acte d'accusation », avec pour instruction de se conformer à toutes les dispositions du Code de procédure pénale. Il a en outre enjoint au Comité de la sécurité nationale de permettre à l'avocat de l'auteur, B., d'accéder sans entrave à toutes les pièces du dossier.

4.5 L'État partie affirme également que les plaintes de l'auteur concernant son accès aux soins médicaux ont été examinées par le tribunal de district n° 2 d'Astana. Conformément à la décision prise par ce tribunal, le 24 août 2009, l'auteur a été examiné par une commission médicale spéciale, qui a conclu qu'il n'avait pas besoin d'être durablement hospitalisé. De plus, à la suite des nombreuses plaintes de l'auteur et de son conseil concernant l'état de santé critique dans lequel il se serait trouvé, l'auteur a été conduit au Centre médical scientifique national, où il a subi d'autres examens du 17 au 21 octobre 2009. D'après son dossier médical en date du 21 octobre 2009 et la conclusion de la commission de médecins du centre médical, l'auteur n'avait pas besoin d'être hospitalisé.

4.6 En ce qui concerne les condamnations de l'auteur, l'État partie affirme que la culpabilité de celui-ci a été démontrée devant un tribunal à partir de preuves écrites, des dépositions des victimes et des témoins, ainsi que d'autres éléments²¹. Les arguments présentés par l'auteur et son conseil ont été pris en considération par le tribunal.

¹⁸ L'auteur renvoie à la jurisprudence du Comité établie dans la communication n° 520/1992, *Könye et consorts c. Hongrie*, décision adoptée le 7 avril 1994, par. 6.4.

¹⁹ La lettre de l'État partie datée du 23 juillet 2014 est la copie exacte (pour la partie concernant le fond) de sa lettre datée du 23 mai 2014.

²⁰ L'État partie ne donne pas d'autres précisions.

²¹ L'État partie ne donne pas d'autres précisions.

4.7 Réaffirmant sa position, l'État partie maintient que l'auteur n'a pas épuisé tous les recours internes en ce qu'il n'a pas fait appel de ses condamnations au titre de la procédure de contrôle. La présente communication devait donc être déclarée irrecevable.

Commentaires de l'auteur sur les observations de l'État partie

5.1 En date des 24 mars et 5 août 2014, l'auteur, répondant aux observations de l'État partie sur la recevabilité et le fond, affirme que lorsqu'il a été condamné pour détournement de fonds et corruption, la voie de recours dont il disposait consistait à saisir la Cour suprême au titre de la procédure de contrôle, ce qu'il a fait, épuisant ainsi ce recours. Quant à la seconde condamnation, pour fraude, l'affirmation de l'État partie concernant le non-épuisement des recours « n'a pas sa place ici » puisque cette condamnation « ne fait pas partie » de la présente communication.

5.2 Décrivant ses conditions de détention, l'auteur affirme qu'il se trouve dans un « bloc médical », qu'il ne dispose pas d'eau chaude, que les toilettes ne sont pas chauffées, qu'il n'a accès aux douches « que par intermittence » et que la prison dans laquelle il a été transféré, dans la région de Karaganda, se trouve à plus de 1 000 kilomètres de distance de l'endroit où habite sa famille, ce qui rend difficiles les visites de cette dernière.

5.3 Lorsqu'il est arrivé dans cette nouvelle prison, le 14 février 2014, l'auteur a été roué de coups par l'un des gardiens. Il affirme qu'après avoir reçu des coups derrière la tête, il est tombé par terre et que le garde a continué de le frapper au niveau de l'estomac et des reins. Son état de santé s'est encore détérioré depuis lors.

5.4 Le 18 février 2014, à l'occasion d'une visite, la femme de l'auteur a constaté l'état dans lequel il se trouvait et, le 25 février 2014, elle a porté plainte auprès du Ministère de l'intérieur. Les autorités ont fait une déclaration dans la presse le 5 mars 2014, indiquant que ces allégations faisaient l'objet d'une enquête ; ni l'auteur ni ses avocats n'ont jamais reçu de réponse officielle.

5.5 Réaffirmant sa position concernant les violations de ses droits avant jugement, l'auteur affirme qu'il n'a pas choisi l'avocat qui lui a été attribué d'office. Au contraire, il voulait se faire représenter par un avocat privé, mais ses demandes en ce sens ont été rejetées. L'auteur fait valoir que les restrictions d'accès aux secrets d'État imposées aux personnes ne possédant pas d'habilitation de sécurité préalable ont trait à l'emploi de ces personnes et non pas aux procédures judiciaires.

5.6 L'auteur affirme en outre que la réponse de l'État partie concernant le fait qu'il n'a pas disposé de l'accès et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense est insuffisante car elle ne traite pas de certains points précis abordés dans la communication. De surcroît, il n'a pas été tenu compte de l'état de santé de l'auteur, qui l'avait empêché de prendre connaissance de certaines pièces du dossier. L'auteur affirme également que les avocats commis d'office n'étaient pas qualifiés pour traiter son dossier, ou ne se souciaient tout simplement pas de l'assister. Contrairement aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte, l'auteur a été privé du droit à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal compétent, indépendant et impartial. De plus, sa condamnation définitive n'a pas été rendue publique.

5.7 L'auteur réaffirme sa position selon laquelle, contrairement aux articles 6, 7 et 10 du Pacte, l'État partie n'a pas surveillé comme il se doit son état de santé ni traité ses différents problèmes de santé, notamment son hypertension. L'État partie n'a pas non plus mené d'enquête en bonne et due forme sur les plaintes de l'auteur pour torture. L'exiguïté de sa cellule, l'absence d'équipements sanitaires et les activités limitées auxquelles il avait droit constituent autant de violations de l'article 7 du Pacte.

5.8 L'auteur affirme en outre que sa mise au secret, l'impossibilité de communiquer avec sa famille « à intervalles réguliers » et, encore une fois, l'absence de soins médicaux adaptés, constituent des violations des droits qu'il tient de l'article 10 du Pacte.

Délibérations du Comité

Examen de la recevabilité

6.1 Avant d'examiner toute plainte soumise dans une communication, le Comité doit, conformément à l'article 93 de son règlement intérieur, déterminer si la communication est recevable en vertu du Protocole facultatif.

6.2 Le Comité s'est assuré, comme il est tenu de le faire conformément au paragraphe 2 a) de l'article 5 du Protocole facultatif, que la même question n'était pas déjà en cours d'examen devant une autre instance internationale d'enquête ou de règlement.

6.3 Le Comité prend note de la réponse de l'État partie, qui affirme que l'auteur n'a pas fait appel de ses condamnations définitives. À cet égard, il prend note de l'affirmation de l'auteur qui indique qu'il a fait appel, le 23 juin 2011, de sa condamnation pour détournement de fonds et corruption auprès de la Cour suprême au titre de la procédure de contrôle, appel qui a été rejeté le 25 juillet 2011. En conséquence, le Comité considère que rien ne l'empêche, en vertu du paragraphe 2 b) de l'article 5 du Protocole facultatif, d'examiner la partie de la communication concernant la condamnation définitive de l'auteur pour détournement de fonds et corruption.

6.4 Le Comité relève que les violations alléguées des paragraphes 1 à 5 de l'article 9 du Pacte, concernant l'arrestation arbitraire de l'auteur et le fait qu'il n'ait pas été informé du motif de son arrestation et des accusations portées contre lui et qu'il n'ait pas été traduit dans le plus court délai devant un juge compétent, se sont produites avant l'entrée en vigueur du Protocole facultatif pour l'État partie (c'est-à-dire, avant le 30 septembre 2009). Le Comité fait observer en outre que le 17 octobre 2009 (donc après l'entrée en vigueur du Protocole facultatif), l'auteur a contesté sa détention et a soulevé d'autres griefs au titre des paragraphes 1, 3, 4 et 5 de l'article 9 du Pacte auprès du tribunal de district n° 2 d'Astana, sans toutefois obtenir gain de cause. Par conséquent, le Comité n'est pas empêché d'examiner cette partie de la communication *ratione temporis* ; en revanche, il ne peut pas prendre en considération le grief soulevé par l'auteur au titre du paragraphe 2 de l'article 9 du Pacte.

6.5 En ce qui concerne la violation présumée des articles 6 et 7 du Pacte, le Comité considère que l'auteur n'a pas présenté suffisamment d'informations et d'éléments factuels, et qu'il n'a donc pas étayé ses griefs relatifs à son droit à la vie et à son droit de ne pas être soumis à la torture et à d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Par conséquent, et en l'absence de tout autre élément d'information pertinent dans le dossier, le Comité considère que l'auteur n'a pas suffisamment étayé ces griefs aux fins de la recevabilité. Il déclare donc cette partie de la communication irrecevable en vertu de l'article 2 du Protocole facultatif.

6.6 En ce qui concerne les griefs de l'auteur au titre du paragraphe 2 de l'article 14, l'auteur n'a fourni aucun élément pour prouver que l'État partie a violé son droit à la présomption d'innocence. S'agissant des allégations de l'auteur dénonçant des violations du paragraphe 3 e) de l'article 14 du Pacte concernant l'examen des éléments de preuve et des dépositions des témoins au cours du procès, le Comité rappelle que, d'une manière générale, il appartient aux juridictions nationales des États parties d'apprécier les faits et les éléments de preuve dans chaque cas d'espèce, sauf s'il peut être établi que cette appréciation a été manifestement arbitraire ou a représenté un déni de justice, ou que

le tribunal a d'une autre façon manqué à son obligation d'indépendance et d'impartialité²². À la lumière des faits dont il est saisi, le Comité considère qu'en l'espèce, l'auteur n'a pas prouvé que « le défaut d'égalité des armes » allégué ait atteint le seuil de l'arbitraire dans l'appréciation des éléments de preuve, ou ait représenté un déni de justice. Le Comité conclut donc que les griefs de l'auteur au regard des paragraphes 2 et 3 e) de l'article 14 du Pacte n'ont pas été suffisamment étayés. En conséquence, il déclare cette partie de la communication irrecevable en vertu de l'article 2 du Protocole facultatif.

6.7 Le Comité considère que l'auteur a suffisamment étayé, aux fins de la recevabilité, les griefs qu'il tire de l'article 9 (par. 1, 3, 4 et 5), de l'article 10 (par. 1) et de l'article 14 (par. 1 et 3 a), b) et d)) du Pacte, et procède donc à leur examen quant au fond.

Examen au fond

7.1 Le Comité a examiné la présente communication en tenant compte de toutes les informations qui lui ont été fournies par les parties, conformément au paragraphe 1 de l'article 5 du Protocole facultatif.

7.2 Le Comité prend note du grief de l'auteur qui considère que ses conditions de détention avant jugement, puis ses conditions d'emprisonnement, équivalent à une violation des droits qu'il tient de l'article 10. L'auteur affirme que son état de santé, déjà mauvais, s'est détérioré après sa détention prolongée, et que la prison dans laquelle il purge sa peine ne dispose pas d'équipements correspondant au niveau de soins médicaux dont il a besoin. Le Comité prend note également de l'incident survenu le 14 février 2014, date à laquelle l'auteur aurait été agressé par un gardien à son arrivée en prison.

7.3 L'État partie a contesté ces allégations, déclarant que l'auteur recevait des soins médicaux quand il en faisait la demande et qu'il n'avait pas besoin d'être hospitalisé. L'État partie n'a toutefois pas fait d'observations ni fourni d'autres informations sur la détérioration de l'état de santé de l'auteur et sur le fait que l'auteur n'avait pas été immédiatement secouru lorsqu'il avait eu des crises d'hypertension ou avait perdu connaissance. Le Comité fait observer que l'État partie est tenu de respecter certaines normes minima en matière de détention, et notamment d'offrir aux détenus malades l'accès à des soins médicaux et à un traitement, conformément à la règle 22 de l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus. Il ressort clairement des faits rapportés par l'auteur qu'il n'a pas pu obtenir un traitement médical approprié, ni de la part des autorités du centre de détention, ni ultérieurement, pendant qu'il purgeait sa peine en prison. Le Comité prend note également des allégations de l'auteur qui affirme ne pas avoir été autorisé à entrer en contact avec sa famille et ses avocats. Compte tenu des éléments dont il dispose, le Comité conclut que la détention de l'auteur dans les conditions décrites constitue une violation du droit d'être traité avec humanité et avec le respect de la dignité inhérente à la personne humaine, qui est garanti au paragraphe 1 de l'article 10 du Pacte²³.

7.4 Le Comité note d'autre part que le procès de l'auteur ne s'est pas déroulé en public, que l'auteur n'a pas été autorisé à demander un procès avec jury comme il y avait droit en vertu de la législation nationale, et que sa condamnation définitive n'a pas été rendue publique. Le Comité relève que l'État partie n'a donné aucune explication concernant le caractère secret de la procédure, se contentant d'affirmer que le conseil de l'auteur avait

²² Voir, entre autres, les communications n° 1188/2003, *Riedl-Riedenstein et consorts c. Allemagne*, décision d'irrecevabilité adoptée le 2 novembre 2004, par. 7.3 ; et n° 1138/2002, *Arenz et consorts c. Allemagne*, décision d'irrecevabilité adoptée le 24 mars 2004, par. 8.6.

²³ Voir, par exemple, les communications n° 590/1994, *Bennet c. Jamaïque*, constatations adoptées le 25 mars 1999, par. 10.7 et 10.8 ; n° 695/1993, *Simpson c. Jamaïque*, constatations adoptées le 31 octobre 2001, par. 7.2 ; n° 704/1996, *Shaw c. Jamaïque*, constatations adoptées le 2 avril 1998, par. 7.1 ; et n° 734/1997, *McLeod c. Jamaïque*, constatations adoptées le 31 mars 1998, par. 6.4.

besoin d'une habilitation de sécurité l'autorisant à travailler sur des documents secrets. Le Comité rappelle que selon son observation générale n° 32 (2007) sur le droit à l'égalité devant les tribunaux et les cours de justice et le droit à un procès équitable, tous les procès en matière pénale doivent en principe être menés oralement et publiquement, à moins que le tribunal décide de prononcer un huis clos total ou partiel dans l'intérêt des bonnes mœurs, de l'ordre public ou de la sécurité nationale. Même dans les affaires où le huis clos a été prononcé, le jugement doit être rendu public, notamment l'exposé des principales constatations, les éléments de preuve déterminants et le raisonnement juridique. Le Comité regrette que les autorités de l'État partie n'aient pas répondu à cet argument précis soulevé par l'auteur tant devant les autorités nationales que dans sa communication au Comité. Il considère donc que l'État partie n'a pas justifié, par l'une ou l'autre des raisons énoncées au paragraphe 1 de l'article 14, notamment par des raisons de sécurité nationale, le fait que le procès de l'auteur s'est tenu à huis clos. En l'absence d'autres éléments pertinents, le Comité considère que l'État partie a violé les droits que l'auteur tient du paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte.

7.5 Le Comité note d'autre part l'affirmation de l'auteur qui avance qu'il n'a pas pu consulter l'avocat de son choix ni être représenté par un avocat privé entre le 30 septembre 2009 et le 27 janvier 2010, et que les audiences des 28 et 29 janvier 2010 ont eu lieu en son absence alors qu'il avait demandé un report des débats en raison de son mauvais état de santé. Le Comité rappelle que selon son observation générale n° 32, les personnes accusées ont le droit d'être présentes à leur procès et ont le droit de donner des instructions à leur avocat sur la conduite de la défense. Le Comité prend note des plaintes de l'auteur selon lesquelles les autorités ont empêché ses avocats de s'acquitter effectivement de leur tâche en ne leur permettant pas d'entrer en contact avec l'auteur, en ne respectant pas le caractère confidentiel des entretiens avocat-client, en fouillant les biens personnels des avocats, et en leur interdisant d'apporter certains documents. Le Comité prend note de l'affirmation de l'État partie selon laquelle les avocats privés engagés n'avaient pas l'habilitation de sécurité les autorisant à travailler sur des « secrets d'État ». L'État partie n'a toutefois pas expliqué les raisons pour lesquelles une telle habilitation de sécurité avait été refusée aux avocats de l'auteur. L'État partie n'a pas non plus expliqué pourquoi il avait fallu conduire les audiences des 28 et 29 janvier 2010 en l'absence de l'auteur. Faute de toute autre observation pertinente de l'État partie, le Comité considère qu'en l'espèce, les droits de l'auteur au regard des paragraphes 3 b) et d) de l'article 14 du Pacte ont été violés.

7.6 Ayant conclu à une violation du paragraphe 1 de l'article 10 et des paragraphes 1 et 3 b) et d) de l'article 14 du Pacte, le Comité n'examinera pas séparément les autres griefs tirés par l'auteur des paragraphes 1, 3, 4 et 5 de l'article 9 et du paragraphe 3 a) de l'article 14 du Pacte.

8. Le Comité, agissant en vertu du paragraphe 4 de l'article 5 du Protocole facultatif, constate que les faits dont il est saisi font apparaître une violation des droits que l'auteur tient des paragraphes 1 et 2 de l'article 9, du paragraphe 1 de l'article 10 et des paragraphes 1 et 3 b) et d) de l'article 14 du Pacte.

9. En vertu du paragraphe 3 a) de l'article 2 du Pacte, l'État partie est tenu de fournir à l'auteur un recours utile. Il a l'obligation d'accorder une réparation complète aux personnes dont les droits ont été violés. Il est donc tenu, entre autres, de prendre les mesures appropriées pour : a) annuler le jugement prononcé contre l'auteur et le remettre en liberté et, si cela est jugé nécessaire, conduire un nouveau procès conforme aux principes d'équité et de publicité des débats, en donnant à l'auteur accès à un conseil et en respectant les autres garanties de procédure ; b) en attendant que l'auteur soit libéré, lui donner un accès permanent et effectif aux soins de santé sur le lieu de détention ; c) accorder à l'auteur une

réparation appropriée, y compris sous la forme d'une indemnisation. L'État partie est également tenu de veiller à ce que des violations analogues ne se reproduisent pas.

10. Étant donné qu'en adhérant au Protocole facultatif, l'État partie a reconnu que le Comité avait compétence pour déterminer s'il y avait eu ou non violation du Pacte et que, conformément à l'article 2 du Pacte, il s'est engagé à garantir à tous les individus se trouvant sur son territoire et relevant de sa compétence les droits reconnus dans le Pacte et à assurer un recours utile lorsqu'une violation a été établie, le Comité souhaite recevoir de l'État partie, dans un délai de cent quatre-vingts jours, des renseignements sur les mesures prises pour donner effet à ses constatations. L'État partie est invité en outre à rendre publiques les présentes constatations.
